



# Les Francos-Ontariennes

JACQUELINE PELLETIER

*Caught up in the struggle for their cultural development and their linguistic rights, Franco-Ontarian women have long been powerful leaders in their communities. Only now are they beginning to surface in their own right as women concerned with women's issues. Torn between two major and sometimes contradictory commitments — but dedicated to both — some of these women are now Ontario's most effective leaders.*

Trois réalités réunies en un nom lourd du quotidien de quelques 180,000 femmes<sup>1</sup> de langue et de culture françaises éparpillées sur cet immense territoire de lacs, de forêts, de mines et d'usines qu'est la 'Beautiful Big' Ontario. Pour les comprendre, pour saisir l'incroyable difficulté que comporte le triptyque, impossible de dissocier les volets du panneau central: ils font *une*.

### **Portrait officiel: Collet et pensée bien empesés**

Tout se passe comme si la Franco-Ontarienne n'existait pas. Comme si la super-province des conservateurs avait atteint sa triste apogée industrielle, la famille maintenu son utile fonction reproductrice, le Saint-Père l'Eglise véhiculé son message et la langue française survécu sans la contribution des femmes. Pour le confirmer, le 'ben j'savais pas qu'y avait des p'tites Françaises en Ontario!' du touriste québécois de passage chez MacDonald ou sur la colline.

La vraie Franco-Ontarienne, celle que l'on félicite et dont on se tient le plus loin possible, est celle qui s'adonne au sport de prédilection de son peuple, celui que lui consacre le gouvernement et qu'il pratique par habitude autant que par nécessité: la lutte. Préférentiellement, LA LUTTE SCOLAIRE! Ah ça, c'est la vraie, l'authentique! A condition bien sûr que sa méthode soit respectueuse car rien ne doit ébranler la hantise de l'establishment franco-ontarien, l'obsession suprême, la grande peur . . . d'un ressac.<sup>2</sup>

Nulle préoccupation n'est aussi noble que la revendication scolaire. L'assistée sociale de l'Est ontarien qui lutte pour de meilleures conditions de vie est sans doute quelque paresseuse au comportement douteux. L'Outaouaise qui manifeste sur la colline du *Parle m'en* contre les coupures à l'assurance chômage doit être une vieille fille frustrée qui a raté sa chance dans cette ville de marathons où vivent apparemment huit fois plus de femmes que d'hommes. Quant aux épouses qui ont soutenu inlassablement les grévistes de l'Inco, des assimilées, de pauvres femmes sans éducation qui ignorent les vrais enjeux politiques de Queen's Park. Pour ce qui est de la mère de famille, elle assure la continuité de la sacro-sainte langue/culture et, plus souvent qu'autrement, ne suscite pas la moindre attention. C'est à en perdre la parole. . .

Bien emmitoufflés de charité chrétienne, ces jugements transpirent dans les 'milieux' franco-ontariens. Si ce n'était que de l'ouverture d'esprit de l'actuelle présidente de l'Association canadienne-française de

l'Ontario, Jeannine Séguin, il y aurait lieu d'être carrément cynique. Car l'Ontario français (portrait officiel toujours) est monolithique. Quiconque se dit féministe, athée, végétarienne, marxiste, divorcée ou quoi que ce soit qui puisse émietter le petit pain moisi saura tôt ou tard que mieux vaut se taire si l'on veut bien sûr se faire payer sa francophonie. Car de l'enseignante au fonctionnaire de Queen's Park, du surintendant à la traductrice, l'on peut vivre d'être Franco-Ontarien! Mais les emplois sont rares, d'où l'esprit dodu et soumis du minoritaire.

Ainsi, la mère qui réclame l'élimination des stéréotypes dans les manuels scolaires, ou une éducation sexuelle plus libératrice, ou la non-confessionnalité, fait preuve d'un comportement tout à fait inapproprié. Il est au moins un conseil scolaire qui congédie toute enseignante(ant) qui déroge de façon évidente de la ligne de conduite catholique. (Lire: qui divorce ou qui 's'accote'. Surtout ne pas lire: qui n'a pas saisi le sens de la philosophie chrétienne).

L'assimilée est balayée d'un revers de la main. Paria, traître, dans la plupart des cas, elle n'a pourtant que cédé aux pressions subtiles ou ouvertes du conjoint, du patron, des enfants, du curé ou des voisins qui, ajoutés à l'attrait des mass médias ont atteint leur malheureux objectif.<sup>3</sup> Que l'innocente lance la pierre. . . L'éveil des Franco-Ontariennes s'effectue pourtant. En douce, les enseignantes se regroupent, les associations féminines remettent en question leur bénévolat de service et les jeunes diversifient leurs intérêts. Mais la transformation est lente telle qu'en témoigne le prochain portrait.

### **Portrait de tous les jours: de Amway au mouvement charismatique, en passant par la C.I.P., G.M. et mariage encounter**

#### **Survол:**

Usines et forêts et lacs et mines séparent la Francotarie comme des fantômes arrogants, symboles d'une froideur détestable qui engourdit, qui tue. La "Big" Ontario, nous nous y perdons, éparpillées que nous sommes de St-Eugène à Windsor, à Hearst chaque enclave assiégée par une mentalité et une langue étrangères et très impatientes. 'Beautiful' chutes Niagara, STOP! Trop de Franco-Ontariennes y ont joui, subi, chanté, pleuré leur nuit de noce pour que j'ose. . .

Parce que mal renseignées par une radio-télévision d'Etat dont les émissions ne proviennent presque exclusivement que d'ailleurs<sup>4</sup> et difficilement

atteintes par la littérature féministe pour des raisons de distance aussi bien géographiques qu'idéologiques, les Franco-Ontariennes évoluent lentement dans leur perception de la condition féminine. Si elles ont toujours été et demeurent au premier rang de la lutte française, par contre elles ont négligé de s'attarder à leurs préoccupations propres. Cette constatation n'a fait surface que depuis quelques années mais aujourd'hui, tout comme leurs soeurs québécoises et noires des Etats-Unis, les plus militantes le dénoncent, tout en explorant les moyens d'allier lutte ethnique et lutte féministe. Carmen Paquette, des organismes féminins provinciaux et Ginette Sabourin de la Fédération des femmes canadiennes-françaises, se retrouvent par leurs fonctions au coeur de cet effort de conscientisation qui anime de plus en plus de femmes de tous les âges. Entretemps, la sociologue Danielle Juteau Lee, de l'Université d'Ottawa, élabore avec ses étudiantes une pensée qui cherche à élucider le sexisme de la lutte ethnique et qui fournira un point de repère stimulant pour l'avant garde.

A coup de milliers de sandwiches et de fines courtes-pointes, nos soeurs/mères se sont épuisées, s'épuisent à recueillir des fonds, organiser des fêtes, faire une relève, réunir, circuler des pétitions, téléphoner, à lutter, à revendiquer, à . . . bout de souffle, pour fouetter le cours de l'histoire et s'approprier le temps de survivre. En tant que Canadiennes, puis Canadiennes-Françaises, puis Franco-Ontariennes, puis francophones hors Québec, puis? . . .

L'Eglise pour laquelle elles ont sacrifié leurs ventres et leur liberté, leur interdit de penser. La langue pour laquelle nous nous épuisons nous ridiculise. Elle tait la vérité des actions, des pensées, de l'audace des femmes et lorsqu'elle ne s'en moque, ce n'est que pour les glorifier, comme dans la sempiternelle épopée du Règlement 17.<sup>5</sup> Comme leurs soeurs, les Franco-Ontariennes ont été méticuleusement embaumées entre deux pages d'histoire, trois épingles à chapeau. Silence. Silence qui persiste encore aujourd'hui comme si rien ne s'était passé.

Trop d'entre nous n'ont pas compris et poursuivent le même scénario, sans s'interroger. Mouvement charismatique, vente des produits on-ne-sait-plus-quoi, clubs d'âge d'or, comité paroissial, lutte scolaire. . . autant d'activités qui nous tissent un quotidien parfois édifiant mais trop souvent abrutissant. Nous sommes les travailleuses, consommatrices, mères, catholiques, épouses, endettées, étudiantes, exploités—version franco-

ontarienne, et nous avons peur de remettre cela en question.

### Marché du travail:

En 1978, 1,667,000 Ontariennes étaient actives sur le marché du travail, soit 52% de la population féminine adulte. Ainsi, 40,2% des travailleurs ontariens étaient des femmes dont près des  $\frac{2}{3}$  étaient mariées. La participation des femmes à la force ouvrière ne s'est toutefois pas accompagnée de changements majeurs quant au type d'emploi, les secteurs traditionnels demeurant privilégiés.

Par ailleurs, de 267,000 nouveaux emplois créés entre 1975 et 1978, 156,000 furent comblés par des femmes. Par exemple, 4,000 femmes ont pris des emplois dans la construction et 8,000 dans le secteur du transport.<sup>6</sup> Il est difficile d'extrapoler à partir de ces données pour interpréter la situation précise des Franco-Ontariennes car des facteurs particuliers interviennent dont l'ethnicité, la situation géographique et le niveau de scolarité.

Existe-t-il aujourd'hui une discrimination à l'égard des Franco-Ontariennes sur le marché du travail? Quant à moi, qui ai toujours vécu en Ontario, si la discrimination évidente du passé s'est atténuée, elle n'en demeure pas moins une composante de la réalité contemporaine qui explique le taux élevé d'assimilation que subit la Francotarie. En Ontario, le 'succès' parle l'anglais.

Parlant de discrimination, il est évident que dans presque tous les milieux de travail, les Franco-Ontariennes constituent les piliers anonymes du bilinguisme de surface dont se vantent plus d'un cadre subventionné pour étudier une langue qu'ils n'utiliseront jamais. Si dans certains cas une prime de bilinguisme vient dorer la pilule, plus souvent qu'autrement, la Franco-Ontarienne n'a pas le choix que de cumuler traduction, interprétation, sourire et tâches régulières.

L'écart entre les niveaux de scolarité des anglophones et des francophones se rétrécit d'année en année il est vrai. Toutefois, à l'exception des grands centres urbains, les Franco-Ontariennes vivent dans des régions où peu d'emplois sont présentement accessibles aux femmes et où leurs diplômes sont à peu près inutiles. Mis à part les foyers pour personnes âgées, quelques commerces et les usines qui sont concentrées à Hawksbury, l'Est ontarien d'Ottawa à la frontière québécoise n'a rien à offrir aux femmes des comtés de Prescott et Russell où près de 75% de la population est francophone. Alors qu'autrefois l'agriculture représentait l'occupation principale de cette région rurale,

aujourd'hui 10% seulement de la population s'y adonne. Devant ce fait, les femmes des quelques trente villages ont donc trois options: se joindre au 'cheap labor' du milieu, voyager à Ottawa où la Fonction publique demeure l'employeur par excellence des commis et secrétaires malgré les restrictions budgétaires, ou encore rester à la maison et se tailler une existence intéressante ou pas à garder des enfants, à faire de l'artisanat ou à faire du ménage.

L'activité économique du moyen et du grand Nord étant centrée sur les secteurs minier et forestier, les femmes n'ont réussi que de faibles percées et les emplois peu nombreux se limitent aux secteurs traditionnels du travail de bureau et des services. Quelques projets intéressants sont en marche par exemple à Kirkland Lake où plusieurs femmes participent à un programme de reboisement. On constate que la majorité des communautés du nouvel Ontario ont surgi rapidement autour d'entreprises uniques et nient les aspirations des femmes et d'une jeunesse dynamique qui veut s'exprimer autrement qu'en s'inscrivant à la mine ou à l'usine de papier. C'est ce qui explique l'exode massif des jeunes vers les villes du Sud et vers Ottawa. Et vers le Québec. . . C'est ce qui explique l'isolement et la pauvreté de plus d'une femme du Nord.

Restent Sarnia, Welland, Windsor, Oshawa, London, Toronto, ces grands centres industriels du Sud où pour la plupart, les Franco-Ontariennes participent anonymement au marché du travail au même titre que leurs soeurs anglophones qui à tout prendre y sont sans doute tout aussi anonymes. Pas de statistiques disponibles.

Le secteur de l'éducation est celui qui fournit aux Franco-Ontariennes les meilleures possibilités de travailler en français. Et bien sûr elles y sont, de tout acabit, infiniment plus nombreuses dans les postes d'enseignement qu'aux échelons supérieurs et de plus en plus conscientes de leur force, de leur exploitation et du potentiel de la solidarité qu'elles découvrent. Dans ce monde où se moulent les attitudes des hommes et femmes de demain, les stéréotypes demeurent toutefois, et les ambitions des jeunes ne ressemblent que trop à celles des parents et enseignants traditionnels. . .

### Portrait sélectif: ça bouge!

Mais nous récupérerons notre histoire, grâce à la Fédération des femmes canadiennes-françaises qui lançait l'an dernier une vaste campagne nationale pour retracer les archives qu'ont accumulées ses membres depuis la fondation de l'organisme à Ottawa en 1914. Puisque la

majorité de ces femmes sont ontariennes, nous trouverons là une source précieuse d'information sur l'activité des trois premiers quarts du siècle. Il est à souhaiter que l'équipe de chercheurs qui rédige présentement un ensemble de manuels scolaires retraçant l'évolution de la Francotarie nous fournira aussi une information bien documentée sur nos soeurs du passé ancien et récent.

Pour sa part, la Franco-Ontarienne d'âge moyen, qui s'intéresse activement à la condition des femmes, n'est pas facile à dépister car souvent, elle est intégrée à un groupe majoritairement anglais. D'ailleurs, c'est avec amertume et inquiétude que je constate que le milieu anglais s'adapte plus aisément à la préoccupation féministe que l'entourage franco-ontarien. Evidemment, cette résistance s'explique par les divers aspects de l'exploitation que subissent hommes et femmes de notre minorité; mais vient un temps où l'on n'a plus le goût de justifier, où l'on comprend l'urgence d'un changement profond dans les attitudes. Une lecture rapide de l'excellent rapport *La femme et la pauvreté*<sup>7</sup> documenté et rédigé par Louise Dulude d'Ottawa suffit à s'en convaincre. Dilemme déchirant face auquel chacune doit livrer sa propre réponse. Suis-je féministe d'abord? Puis Franco-Ontarienne? Situation absurde et alarmante que nous vivons chaque jour en solidarité et en frustration.

C'est ainsi qu'aux quatre coins de la province, nous nous retrouvons à titre de bénévoles, employées ou clientes dans les centres du viol, les maisons pour femmes battues, les cours de wendo, les groupes d'appui des lesbiennes et les centres des femmes. Ottawa fournit de bons exemples d'un début de diversification de l'activité féministe par les Franco-Ontariennes. Claudette Ryan et Irène Laperrière y dirigent le programme Retour au travail grâce auquel des centaines de femmes ont été solidement appuyées dans leurs démarches d'auto-suffisance. Pris en main en grande partie par des participantes, ce programme se maintient sans octroi du Ministère de la Main d'oeuvre, grâce à l'appui solidaire de Sheila Murray, doyenne de l'éducation permanente au Collège communautaire Algonquin, Jacqueline Matte au Ministère des Collèges et Universités et Denise Bordeleau du Coin du Travailleur (programme d'extension des services de main-d'oeuvre). L'animatrice Lise Latrémouille, du Collège Algonquin, participe pour sa part à la mise sur pied prochaine d'une Caisse d'économie pour les femmes dont l'objectif central sera d'améliorer le sort économique des

membres par l'entraide, l'éducation et la planification. Déjà de telles caisses existent à Toronto, London et Thunder Bay. Puis, mise sur pied il y a environ trois ans par Solange Beauparlant, la Maison de l'amitié accueille les femmes et enfants de la région outaouaise qui se retrouvent sans foyer. En plus des employées et autres bénévoles, la F.F.C.F. y joue un rôle important.

Collaboratrices occasionnelles et clientes du journal féministe *Upstream* et du Centre des femmes, les Franco-Ontariennes d'Ottawa suivent de près les activités de MATCH, du Learner Center, du Centre des femmes de l'Université d'Ottawa et du programme "Place aux femmes" du Collège Algonquin, d'où émanent une pléiade de programmes, y compris séminaires et soirées culturelles tout au long de la semaine des femmes promulguée par le maire avant gardiste de la capitale, Marion Dewar.

Chaque année, trente bénévoles maintiennent, dans un nombre égal de villages de l'Est ontarien, quelques cents cours d'éducation permanente et cela depuis six ans. Quant aux chefs de famille de Hawkesbury, elles ont créé 'Femme Plus' qui depuis quatre ans, leur fournit un appui moral et des informations inaccessibles ailleurs. L'union des bénéficiaires d'assistance sociale de Prescott-Russell Inc. est en voie de se tailler une place redoutée au rang des groupes de pression de l'Ontario.

Je connais moins bien les réseaux des autres régions, mais ils existent, moins nombreux peut-être, mais très actifs. Tandis que les chefs de famille de Hearst tentent de se regrouper, Lise Tardif de Sudbury poursuit un travail d'animation varié qui l'amène régulièrement à faire de la formation avec les femmes de son milieu. Et dans divers collèges communautaires, des femmes instaurent lentement mais sûrement les sessions d'information, cours d'affirmation, programmes de retour au travail et cours de recyclage qui, mis ensemble, contribuent irrévocablement à modifier le visage de l'Ontario français.

S'il est un secteur où les Franco-Ontariennes ont accompli un énorme travail de conscientisation, c'est celui du théâtre. Dirigé jusqu'à récemment par Nicole Doucet, l'organisme provincial 'Théâtre Action' figure au coeur de ce réseau de jeunes politisés d'où émerge une pensée nouvelle et critique qui situe clairement la problématique franco-ontarienne dans le cadre de l'oppression générale. On n'a qu'à se souvenir de la création collective 'La parole et la loi' que présentait l'an dernier la troupe 'La

Corvée' pour voir poindre enfin une analyse politique globale et une compréhension profonde des véritables enjeux qui entourent le 'mystère' de l'assimilation.

Issues du Nord et porte-paroles engagées de ce courant politique, Paulette Gagnon, directrice de l'organisme provincial Direction-Jeunesse et sa collègue Michelle Deshaies contribuent énergiquement à l'articulation d'une pensée dynamique et créatrice chez les jeunes travailleuses et étudiantes de la Francotarie.

Pour ce qui est de l'activité franco-ontarienne propre, une bonne part de son leadership actuel est assumé par les femmes. La crise scolaire de Penetanguishene le démontre d'ailleurs clairement.<sup>8</sup> Les femmes occupent majoritairement les postes d'animation de l'A.C.F.O. et siègent en grand nombre sur les comités consultatifs de langue française des divers conseils scolaires. Elles maintiennent en état de survie et de fonctionnement d'innombrables centres communautaires, comités d'école et de paroisse et clubs de toutes sortes où se regroupent les jeunes et les adultes et où, tout compte fait, s'assure la continuité de la langue. Tous les hôpitaux qui offrent un quelconque service en français sont soutenus financièrement par l'activité inlassable de femmes dont les ventes d'artisanat assurent l'achat de livres, jouets et équipements hautement spécialisés.

De fait, Carmen Paquette me soulignait récemment qu'à part la paroisse et l'école, l'autre constante des communautés franco-ontariennes est la présence de l'un des organismes féminins dont la Fédération des femmes canadiennes-françaises, l'Association des fermières de l'Ontario et l'Union culturelle des Franco-Ontariennes. Vigilantes et énergiques dans la défense de leurs droits culturels, les membres de ces organismes vieillissent pourtant et avec elles, les méthodes et les objectifs de leurs regroupements. Les plus jeunes, concentrées dans le Nord, s'évertuent à susciter une relève pour effectuer la transition du bénévolat de service à une action concertée qui vise cette fois l'amélioration de leur condition de femmes. A mon avis, il importe peu que nous nous regroupions dans des structures déjà établies. L'important, c'est que les Franco-Ontariennes prennent conscience de leur force et deviennent le sujet de leur lutte et qu'elles définissent elles-mêmes leur avenir en s'organisant pour occuper une juste place au sein des institutions, sur le marché du travail et dans la société ontarienne. En dépit du traditionalisme typique de la culture franco-ontarienne, nous y travaillons.

Voilà 'la' Franco-Ontarienne, cet ensemble hétéroclite dont je fais partie et que j'ai tenté de vous raconter avec émotion et objectivité. A quelques exceptions près, l'histoire se répète, de l'Ontario à l'Acadie au Québec, aux Etats-Unis à l'Afrique à . . .

Lentement mais sûrement, nous en assumons ensemble le lendemain.

#### Notes

1. Selon les données de 1976:
 

Population totale de l'Ontario	8,264,000
Population de langue maternelle française	462,500 (5.6% pop. totale)
Français langue parlée	347,000
Population francophone de l'est	175,330 (37.9% des fr.)
Population francophone du nord	162,930 (35.3% des fr.)
Population francophone du sud	123,930 (26.8% des fr.)
2. Le terme "ressac" (backlash) s'est glissé insidieusement dans le vocabulaire des Franco-Ontariens au même moment que les mots "francophone" et "subvention". A mon avis, ces termes aseptiques et la réalité non moins stérile qu'ils véhiculent ont été consciemment popularisés par les gouvernements pour désamorcer la lutte politique. Pour ma mère, il y a les Canadiens et les anglais. Pour le politicien d'aujourd'hui, il y a les francophones subventionnés et les anglophones. (Je soupçonne que ça se détériore).
3. Le taux d'anglicisation des Franco-Ontariens atteint 26.9%. Ce taux est calculé de la façon suivante: Langue maternelle—langue d'usage X 100
 

---

 Langue maternelle  
*Héritiers de Lord Durham*—Vol. I, La Fédération des francophones hors Québec).
4. Certaines régions ontariennes ne sont desservies par la télévision française de Radio-Canada que depuis environ deux ans. La qualité de la réception est si mauvaise que les Franco-Ontariens n'ont pas le choix dans certaines localités que de syntoniser les postes anglais.
5. En 1912, le Règlement 17 interdit l'utilisation du français dans les écoles. C'est armées d'épingles à chapeau que les femmes contribuèrent au renversement de ce règlement.
6. *Ontario Report: Today and Tomorrow*, publication du gouvernement de l'Ontario, 1979.
7. *La Femme et la pauvreté*—rapport du Conseil national du bien-être social, octobre 1979.
8. La population française de cette petite localité de la Baie Georgienne réclame l'ouverture d'une école secondaire française.